

Contexte

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la criminalité et de la montée des tensions entre les communautés¹. La situation sécuritaire s'est fortement dégradée depuis 2018 au Niger et a causé le déplacement de plus de 159 028 personnes dans les régions de Tillabéri et Tahoua² (chiffres du mois de mars 2020). De plus, l'assistance humanitaire est soumise à de multiples aléas et l'accessibilité aux populations affectées reste difficile dans certaines localités en raison des conditions géographiques et climatiques difficiles dans certaines zones, la situation sécuritaire et des mesures liées à l'état d'urgence décrété dans les départements en crise³. Cet accès humanitaire limité est l'un des facteurs à l'origine des lacunes d'information importantes sur l'étendue, la nature et la sévérité des besoins. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH bénéficie du financement de l'Office of U.S Foreign Disaster Assistance (OFDA) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels (suite à une phase pilote au mois de novembre)³. Cet aperçu de la situation présente les principaux résultats de ce suivi dans les régions de Tillabéri et de Tahoua au mois de mars en plus de l'évolution des principaux résultats dans la région de Tillabéri entre novembre 2019 et mars 2020⁴.

Résultats clés

- D'importants mouvements de population, majoritairement de personnes déplacées internes (PDI), ont été enregistrés au premier trimestre 2020. Les PDI sont présentes principalement dans les départements situés à proximité de la frontière avec le Mali (surtout dans les départements d'Abala, Ayerou, Banibangou et Tillia)⁵. Le nombre de personnes déplacées (PDI et réfugiés maliens) dans les régions de Tillabéri et Tahoua est passé de 138 843 personnes en décembre 2019 à 155 696 personnes en mars 2020².
- Les besoins semblent toujours très importants surtout pour les secteurs de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance potentiellement causés par des conditions naturelles et climatiques défavorables (déficit de pluie) et des problématiques liées au contexte sécuritaire très volatile. Selon les IC, **la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent⁸ dans 92% des localités évaluées de Tillabéri** (contre 70% en novembre 2019). En novembre 2019, les IC rapportaient pour **26% des localités évaluées de Tillabéri que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels. Cette proportion est passée à 50% en mars 2020** principalement à cause de l'insécurité.
- L'accès à l'hygiène et à l'assainissement paraît également limité au regard des informations fournies par les IC. Dans **80% des localités évaluées la majorité de la population n'utilisait pas de latrines**. La défécation à l'air libre, encore souvent pratiquée dans les zones évaluées, augmente le risque de contamination de l'eau et de maladies à origine hydrique. L'application des bonnes pratiques d'hygiène semble très limitée, ce qui pourrait accroître les risques sanitaires. Les IC ont en effet rapporté que **le lavage des mains avec du savon ou de la cendre était appliqué par la majorité de la population dans 7% des localités évaluées**.
- Les facteurs structurels (présence d'infrastructures de santé, d'écoles etc.) semblent davantage impacter les besoins dans la région de Tahoua en comparaison avec la région de Tillabéri, où l'insécurité semble être la principale barrière d'accès aux services de base.

Étant donné que la couverture géographique de ce suivi est limitée et que les informations reposent sur des réponses d'IC, les résultats doivent être considérés comme **indicatifs** de la situation.

¹ REACH. *Aperçu de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso*. Octobre 2019.

² UNHCR. *Fact Sheet. Avril 2020*.

³ REACH. *Suivi de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, aperçu de la situation dans la région de Tillabéri*. Novembre 2019.

⁴ L'évolution des résultats entre novembre 2019 et mars 2020 a été montrée pour la région de Tillabéri où la collecte de données a commencé au mois de novembre 2019, tandis que la collecte est réalisée dans la région de Tahoua à partir du mois de mars 2020.

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 4,6%⁵ des localités du département ont été évaluées et lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité. Pour approfondir les informations fournies par les IC, des groupes de discussion ont été réalisés dans certaines localités avec des IC et/ou des membres de la population déplacée et ces discussions portaient sur les dynamiques de déplacement et les besoins humanitaires⁶. Cet aperçu présente les résultats les plus récents issus de la collecte de données réalisée entre le 9 et le 27 mars dans les régions de Tillabéri et de Tahoua, ainsi que l'évolution des résultats dans la région de Tillabéri entre le mois de novembre 2019 et le mois de mars 2020.

Couverture géographique de l'évaluation en mars 2020

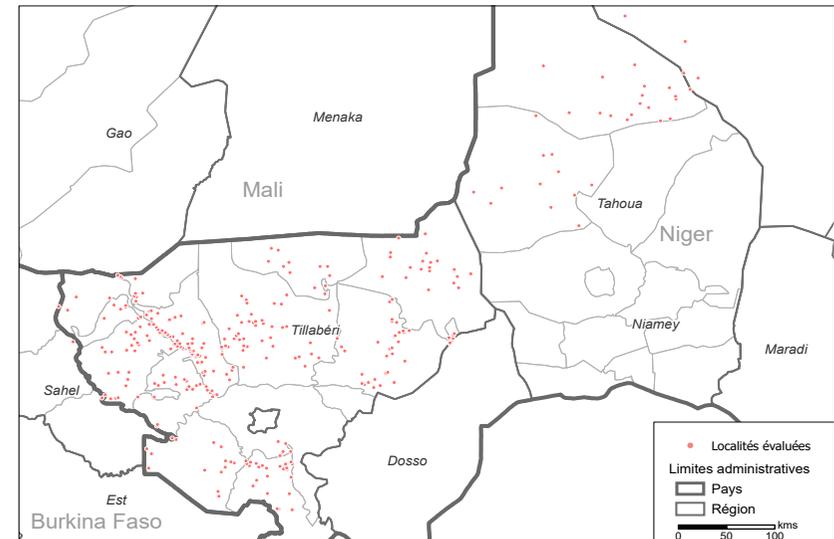


Tableau de couverture de janvier à mars - Région de Tillabéri

	Janvier	Février	Mars
# d'IC	625	603	513
# Total de localités	4 453	4 453	4 453
# Total de localités évaluées	399	299	309
Taux de couverture	9,0%	6,7%	6,9%

Tableau de couverture au mois de mars - Région de Tahoua

	Mars
# d'IC	47
# Total de localités	79
# Total de localités évaluées	35
Taux de couverture	44,3%

⁵ Bien que le seuil de couverture du HSM est fixé à 5% au niveau de chaque département depuis le mois de janvier, le seuil a été exceptionnellement baissé à 4,5% pour le mois de mars dans la région de Tillabéri afin de rapporter les résultats des départements de Ouallam et de Torodi (seuil de 4,6 à 4,7%), dans lesquels il a été difficile de trouver des IC. Par conséquent, les résultats provenant spécifiquement de Ouallam et de Torodi doivent être considérés avec davantage de prudence compte tenu de la couverture légèrement plus limitée que celle des autres départements.

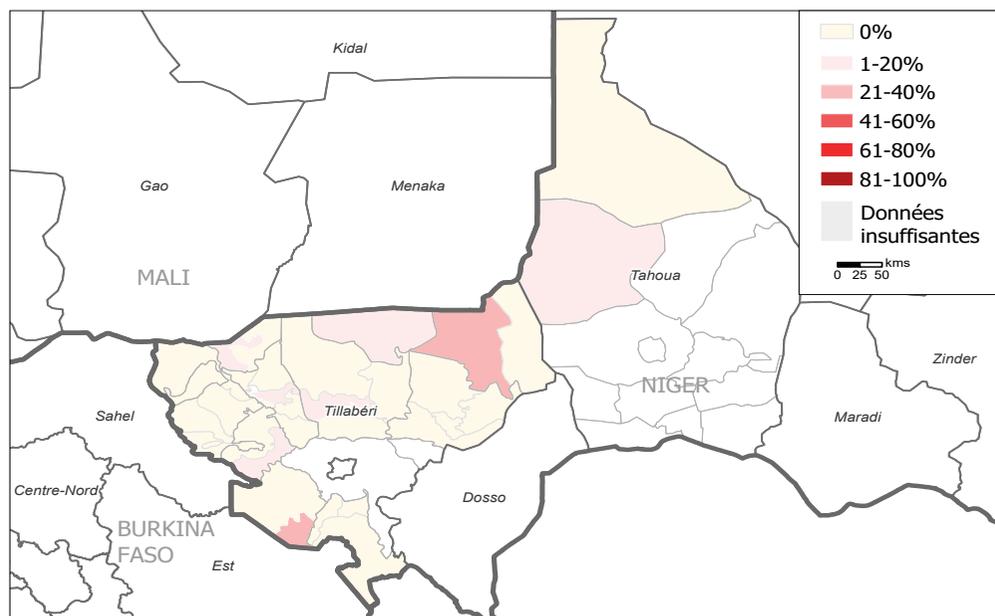
➔ Déplacement

Au cours du premier trimestre 2020, d'importants mouvements de populations ont été enregistrés dans les régions de Tillabéri et de Tahoua avec la dégradation de la situation sécuritaire². En mars 2020, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dénombrait 97 097 personnes déplacées internes (PDI) et 61 931 réfugiés dans ces deux régions². D'après les IC, les déplacements des PDI se font surtout à l'échelle intra-départementale. Les considérations sécuritaires dont la violence dans les localités de départ et les déplacements préventifs sont les principales raisons rapportées par les IC pour expliquer les mouvements de population. Les déplacements s'effectuent souvent par vagues⁹ et selon les groupes de discussion, il semblerait qu'une partie des déplacés s'installent dans différents sites au fur et à mesure du trajet.

Présence des déplacés

Les déplacements connaissent une ampleur croissante avec 155 696 personnes déplacées¹⁰ répertoriées par le HCR et les autorités nigériennes en mars 2020 contre 138 843 répertoriées en décembre 2019. Les PDI sont le groupe de population déplacée le plus présent au sein des localités évaluées. Selon les IC, la présence de PDI a été rapportée dans 5% des localités évaluées et des réfugiés dans 2% des localités évaluées. Dans la région de Tillabéri, la présence de déplacés a surtout été rapportée dans les départements d'Abala, de Banibangou et d'Ayerou. Des mouvements du Niger vers le Mali ont également été rapportés¹¹. Dans la région de Tahoua, la présence de déplacés a principalement été rapportée par les IC dans les localités de Tillia (31% pour les PDI et 15% pour les réfugiés).

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté des mouvements de PDI au cours des 3 derniers mois :



⁶ Deux types de groupes de discussion distincts ont été réalisés : des groupes de discussion liés à la cartographie des déplacements (routes prises, axes de déplacement) ainsi que des groupes de discussion sur les besoins humanitaires multisectoriels. Ils ont été réalisés à Tillabéri Ville et à Niamey avec des IC et des populations déplacées des communes de Torodi, du site PDI de Torodi, du site PDI de Ouallam, de Banibangou, du site PDI d'Ayerou et d'Ayerou. Chaque groupe de discussion était constitué de 4 à 10 participants.

⁷ Cluster Protection Niger. Carte interactive : statistiques des personnes déplacées internes au Niger. Avril 2020.

Les départements qui semblent les plus touchés par les mouvements de population sont situés à proximité de la frontière avec le Mali et ont été impactés par des récentes attaques¹¹.

Evolution du nombre de PDI et de réfugiés maliens dans les régions de Tillabéri et de Tahoua entre décembre 2019 et mars 2020²:

	Décembre	Janvier	Février	Mars
Nombre de PDI	80 844	88 030	95 033	97 097
Nombre de réfugiés ¹²	57 999	58 442	58 959	58 599

Principaux axes de déplacement

Au regard des informations fournies par les IC, les déplacements ont plutôt lieu à l'échelle départementale ou communale. Pour la région de Tillabéri, dans 5 sur les 7 départements où les IC ont rapporté la présence de PDI, ces derniers ont également indiqué que les villages d'accueil et d'origine des PDI sont situés au sein des mêmes départements. Dans la région de Tahoua, les déplacements semblent majoritairement toucher le département de Tillia.

Principaux départements/cercles¹³ d'origine des PDI et des réfugiés par proportion de localités évaluées en mars dans lesquelles les IC rapportent leur présence au cours du mois précédant la collecte de données :

Tillabéri		Tahoua	
PDI :	Réfugiés :	PDI :	Réfugiés :
Ayerou	23%	Kidal	40%
Banibangou	15%	Oudalan	40%
Abala	15%		
Ouallam	15%		
		Tillia	50%
		Gao	50%
		Ménaka	50%

⁸ Dans tout cet aperçu, le mois précédent renvoie au mois ayant précédé la collecte de données.

⁹ Rapports d'évaluation multisectorielle du mécanisme de réponse rapide (RRM) de janvier et février 2020 de : DRC Site d'Ayorou, Acted/PUI Site de Ouallam, Acted/Alima Site de Banibangou.

¹⁰ Ce chiffre englobe les personnes déplacées internes et réfugiés maliens. En mars 2020, le HCR dénombrait également 3 332 réfugiés burkinabés dans la région de Tillabéri.

Selon les participants aux groupes de discussion, les trajets entre les localités d'origine et d'accueil peuvent prendre parfois qu'une demi-journée, tandis que d'autres trajets durent jusqu'à sept jours. Dans ce cas, il semblerait qu'une partie des déplacés s'installent dans différents sites, au fur et à mesure du déplacement. La plupart des ménages se déplacent à pied ou à dos d'ânes et ne peuvent pas transporter leurs biens, matériels et vivres compte tenu des distances à parcourir⁹. Le déplacement accroît souvent la vulnérabilité des personnes à besoins spécifiques (enfants en bas âge, femmes enceintes, personnes âgées...) et a de nombreuses conséquences, notamment sur l'état de santé des populations déplacées qui manquent souvent de nourriture et d'eau potable⁹.

Facteurs incitatifs et dissuasifs de déplacement

D'après les informations fournies par les IC, les considérations sécuritaires telles que la violence dans la localité de départ et les déplacements préventifs constituent les principales causes de déplacement (rapportées pour les PDI dans 89% et pour les réfugiés dans 93% des localités évaluées). En effet, depuis les récentes attaques perpétrées par les groupes armés non étatiques (GANE)¹⁴, la situation sécuritaire est particulièrement critique au niveau des localités ayant subi ces attaques¹¹ et les évaluations multisectorielles (MSA) montrent que ces incidents sont principalement à l'origine des vagues de déplacement les plus récentes⁹. Quant aux populations non-déplacées, selon les IC, ces dernières restent dans leur localités d'origine car elles ne veulent pas partir (46%) ou elles n'ont aucune raison de partir (44%). Les localités les plus exposées aux incidents sécuritaires risquent encore d'enregistrer des déplacements de populations, quittant ces localités, tant que l'insécurité persiste. Les récentes attaques des GANE ainsi que les opérations militaires qui se poursuivent dans la bande frontalière avec le Mali et le Burkina Faso¹⁵ laissent envisager que les déplacements potentiellement continuent et participer à augmenter la vulnérabilité des populations dans cette zone.

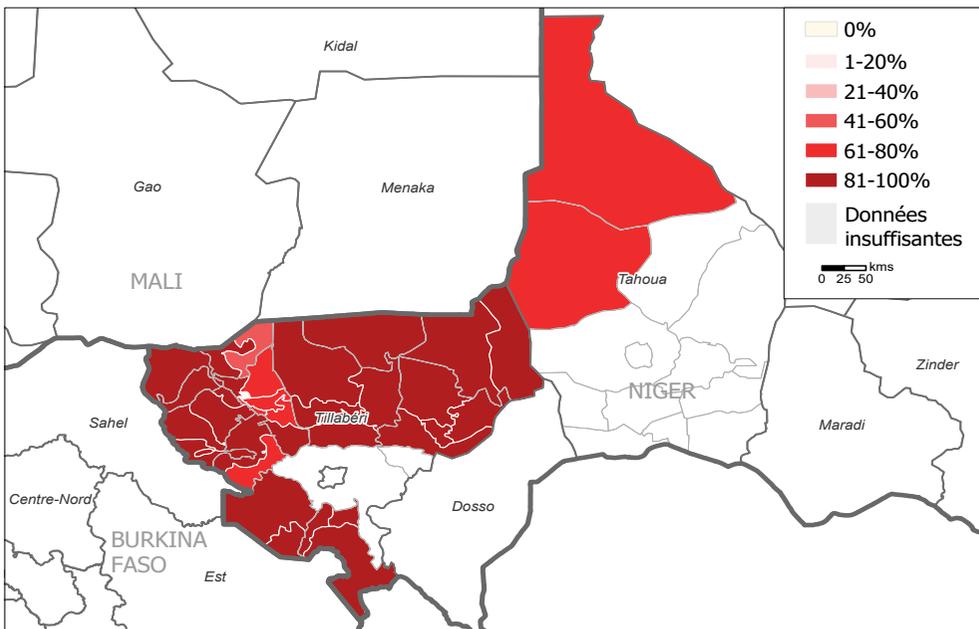
Sécurité alimentaire

Dans 90% de localités évaluées, les IC ont rapporté que la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédant la collecte de données. Les conditions naturelles défavorables tels que le manque de pluie et la saison de culture trop courte sont les principales causes rapportées par les IC pour expliquer l'accès limité à la nourriture dans la région de Tillabéri. Dans la région de Tahoua, l'accès non sécurisé aux terres et les moyens financiers insuffisants ont été principalement rapportés par les IC. Aussi, l'insécurité semble impacter la sécurité alimentaire des populations, en limitant l'accès aux marchés et en entraînant la fragilisation voire la perte des moyens de subsistance des populations (abandon des champs, vol de bétail, pillage des banques céréalères)¹¹.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent :

Accès à la nourriture

Selon les IC, l'accès à la nourriture est limité dans 90% des localités évaluées. Les analyses du cadre harmonisé indiquent des crises en Phase 2 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) dans la partie pastorale des régions de Tillabéri et de Tahoua et en Phase 3 dans la partie agropastorale de Tillabéri¹⁶. Les facteurs climatiques (manque de pluie, saison de culture trop courte) constituent les principaux freins à l'accès à la nourriture dans la région de Tillabéri selon les IC (dans 74% des localités évaluées). Dans la région de Tahoua, c'est plutôt l'insécurité pour accéder aux terres qui a été mise en exergue par les IC (dans 38% des localités évaluées). Cette insécurité pourrait résulter des groupes armés, qui utilisent souvent les champs comme couloirs de passage¹⁷.



¹¹ UNHCR. Rapport annuel de monitoring de Protection Tillabéri et Tahoua. Janvier-février 2020.

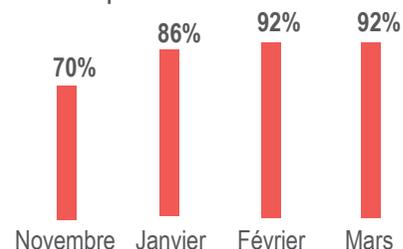
¹² Ces chiffres comprennent uniquement la population réfugiée malienne. En mars 2020, le HCR dénombrait également 3 332 réfugiés burkinabés dans la région de Tillabéri.

¹³ Les cercles correspondent à l'unité administrative 2 au Mali (équivalente au département au Niger).

¹⁴ Il s'agit ici des attaques armées successives contre les positions militaires d'Agadou, Inates, Chinégodar et Tamou entre décembre 2019 et février 2020.

et également de la descente précoce des éleveurs transhumants dans les zones agricoles et agropastorales¹⁸. Ce dernier phénomène participe aussi à accroître les conflits liés aux dégâts sur les cultures¹⁹.

Evolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Tillabéri où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent :



Principales stratégies d'adaptation pour que la nourriture dure plus longtemps

Les principales stratégies les plus rapportées par les IC pour l'adaptation au manque de nourriture au sein des localités évaluées²⁰ sont de diminuer la quantité consommée pendant les repas (82%), de consommer des aliments moins préférés et moins chers (71%) et de diminuer le nombre de repas par jour (60%). L'ensemble de ces pratiques peuvent entraîner des carences alimentaires et nutritionnelles, et à terme la malnutrition notamment chez les enfants.

Principales sources de nourriture

Dans la région de Tillabéri, la principale source de nourriture est selon les IC la propre production (cultivée) des ménages (rapportée dans 64% de localités évaluées) puis l'achat avec de l'argent (26%). Cette dernière source semble avoir pris plus d'ampleur au cours du dernier mois évalué. En effet en janvier, à la fin de la période de récolte principale, la propre production cultivée était citée comme principale source de nourriture dans 84% des localités évaluées

et l'achat avec de l'argent n'était cité que dans 10% des localités évaluées. Dans la région de Tahoua, les IC rapportent que la principale source de nourriture est l'achat avec de l'argent (57%) suivi de la propre production (bétail) des ménages (26%). Les ménages ayant pour principale source de nourriture l'achat avec de l'argent sont particulièrement vulnérables à l'accès aux marchés, aux fluctuations des prix et à la disponibilité des produits alimentaires sur le marché, le rythme d'approvisionnement des marchés n'étant pas toujours stable²¹.

Evolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Tillabéri - par principale source de nourriture selon les IC :

	Janvier	Février	Mars
Propre production cultivée	84%	73%	64%
Achetée	10%	12%	26%
Propre production bétail	2%	1%	1%

Accès au marché

Dans 89% des localités évaluées, les IC ont rapporté la présence d'un marché fonctionnel, à distance de marche. Des disparités géographiques sont cependant à souligner car dans la région de Tahoua, les IC ont rapporté l'accessibilité au marché dans 40% des localités évaluées. Dans la région de Tillabéri selon les IC, 17% des localités évaluées d'Abala n'ont également pas accès au marché. De plus, les IC ont rapporté dans 74% des localités évaluées l'augmentation du prix des céréales. Hormis les fluctuations saisonnières, les hausses de prix pourraient être exacerbées par l'insécurité et les conflits, qui ont limité les flux et entraîné la fermeture de plusieurs marchés¹⁷.

Pourcentage de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté la présence d'un marché fonctionnel, à distance de marche, au cours du mois précédent :

Tillabéri	94%	
Tahoua	40%	

¹⁵ OCHA rapport mensuel Tillabéri Mars 2020.

¹⁶ L'insécurité alimentaire reste en crise (Phase 3 de l'IPC) dans les zones de moyens d'existence agropastorale de la région de Tillabéri (au centre-nord de la région). Dans la partie pastorale (soit au nord des régions de Tillabéri et de Tahoua), l'insécurité alimentaire se situe au niveau stress (Phase 2 IPC) (Source : [Fews net. Food Security Outlook. Février 2020](#)).

¹⁷ UNHCR. Rapport d'analyse des données de monitoring de protection Tillabéri. Décembre 2019.

Moyens de subsistance

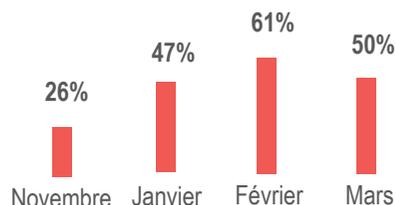
Les IC ont rapporté dans 51% de localités évaluées que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels. Les activités de subsistance les plus pratiquées par la majorité de la population, à savoir l'agriculture et l'élevage de bétail, semblent également être les activités de subsistance les plus perturbées selon les IC. Les perturbations sur ces activités risquent de fragiliser les populations qui dépendent de ces activités et d'augmenter leur vulnérabilité, surtout à l'approche de la période de soudure. L'insécurité et les conditions climatiques défavorables constituent des facteurs prépondérants pour expliquer des perturbations sur les moyens de subsistance d'une partie de la population²².

Accès aux moyens de subsistance

Selon les IC, les principales activités que la majorité de la population réalisait au cours du dernier mois sont l'élevage du bétail (72%), l'agriculture pour consommation propre (58%) et le commerce (39%). Cependant, l'accès aux moyens de subsistance habituels est limité pour la majorité de la population pour respectivement 50% et 66% des localités évaluées de Tillabéri et Tahoua. L'insécurité est le principal frein d'accès aux moyens de subsistance habituels dans la région de Tillabéri, rapporté dans respectivement 53% et 35% des localités évaluées de Tillabéri et de Tahoua (où la majorité de la population n'avait plus accès aux moyens de subsistance habituels). Elle a pour conséquence l'abandon des champs, la perte de production agricole, la limitation des déplacements des animaux ainsi que le ralentissement voire l'arrêt des activités commerciales²³. Les conditions climatiques défavorables, également citées dans 25% des localités de Tillabéri (où la majorité de la population n'avait plus accès aux moyens de subsistance habituels) impactent directement les populations pour lesquelles les moyens de subsistance reposent principalement sur l'agriculture et l'élevage, en entraînant la baisse de la production agricole et de la production fourragère¹⁹. Enfin, l'accès limité aux terres est un frein d'accès

aux moyens de subsistance rapporté par les IC dans 43% des localités de Tahoua. Toujours selon ces derniers, la quasi-totalité des localités évaluées (91%) de la région de Tahoua n'avaient pas accès à des terres cultivables, à suffisamment de semences et au matériel agricole.

Evolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Tillabéri où la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois précédent selon les IC :



Perturbation des activités de subsistance

Les activités de subsistance les plus pratiquées par les populations ont été considérablement fragilisées. Selon les IC, le travail journalier est perturbé dans 41%, l'élevage du bétail dans 40% des localités évaluées et l'agriculture pour consommation propre dans 35% des localités évaluées. La perte ou fragilisation des moyens de subsistance impacte directement la sécurité alimentaire des ménages, en les empêchant d'exercer leurs activités habituelles et d'accéder ainsi à la nourriture et aux revenus permettant de faire face aux besoins alimentaires.

Evolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Tillabéri où les IC ont rapporté que ces activités de subsistance ont été perturbées :

	Janvier	Février	Mars
Travail journalier	21%	22%	45%
Elevage de bétail	33%	27%	38%
Agriculture / autoconsommation	57%	42%	34%
Commerce	34%	15%	16%

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

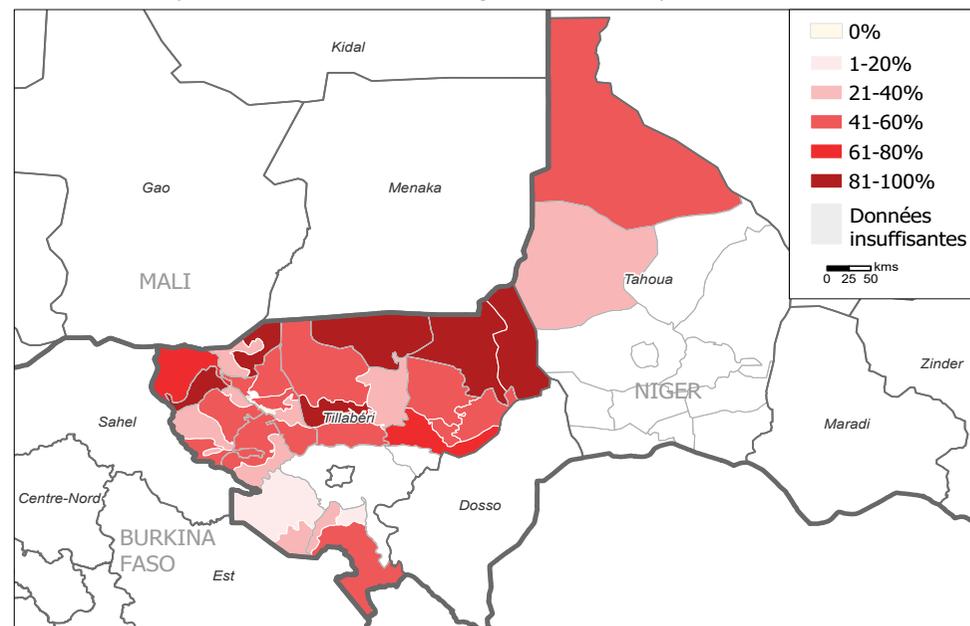
Selon les IC, dans 48% des localités évaluées, l'accès à l'eau pour couvrir les besoins des ménages était insuffisant. Les proportions d'IC qui rapportaient des durées conséquentes pour atteindre le point d'eau de préférence sont plus élevées dans les départements d'Abala, d'Ayerou, de Filingue et de Téra. L'accès aux infrastructures sanitaires, mais aussi la possibilité de pouvoir appliquer les bonnes pratiques d'hygiène telles que le lavage des mains semblent limités et peuvent contribuer à augmenter les risques sanitaires (de maladies liées à la contamination de l'eau, de la nourriture, etc.). En effet, la majorité de la population n'utilisait pas de latrines dans 80% des localités évaluées et la majorité de la population

se lavait les mains avec du savon ou de la cendre dans 7% des localités évaluées par les IC.

Accès à l'eau

Des disparités géographiques sont à souligner pour l'accès à l'eau. Concernant l'accès à l'eau en quantité, à Banibangou et Bankilare, les IC ont rapporté que dans toutes les localités évaluées en mars, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage. Ces proportions étaient de 91% et 46% en janvier. Concernant la qualité de l'eau, selon les IC, 15% des localités évaluées n'avaient pas de source d'eau améliorée²⁴. Le pourcentage de localités évaluées qui utilisent de l'eau de boisson ne provenant pas de sources améliorées est plus élevé à Ayerou (60%), Bankilare (25%) et Tillabéri (36%) selon les IC.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage au cours du mois précédent :



²¹ L'approvisionnement reste relativement moyen pour les marchés des zones à dominance pastorale et faible pour les marchés de l'extrême nord du pays et des régions sous état d'urgence du fait de l'insécurité (Diffa et Tillabéri) (Source : [Système d'Information sur les Marchés Agricoles, Bulletin No. 126, Mars 2020](#)).

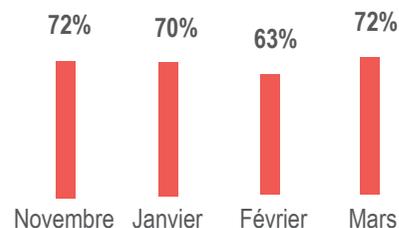
²² [Food and Agriculture Organization \(FAO\). Response overview, Mars 2020.](#)

¹⁸ [Fews.net, Food Security Outlook, Février 2020.](#)

¹⁹ [FAO, CIRAD, Système d'information sur le pastoralisme au Sahel, 2012.](#)

²⁰ Ces pourcentages ont été calculés sur le total des localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent.

Evolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Tillabéri où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à une source d'eau améliorée (robinet, forage, fontaine, puits protégé) selon les IC :

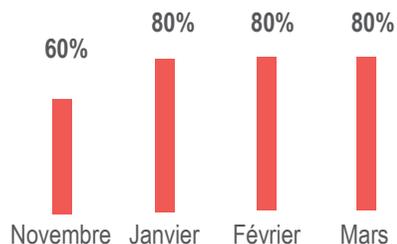


Le temps nécessaire pour atteindre, attendre et revenir de la source d'eau avec de l'eau est estimé à plus d'une heure pour 8% des localités évaluées selon les IC, avec de plus fortes proportions dans les départements d'Abala, Ayerou, Filingue et Téra. Le temps et la distance estimés pour accéder au point d'eau de préférence peuvent être problématiques car ils contribuent à augmenter l'exposition aux incidents de protection, en particulier pour les femmes²⁵. De plus, la pression sur les ressources en eau peut entraîner des tensions entre les éleveurs et les populations locales, mais également avec les populations déplacées²⁶. L'insécurité et le manque de moyens semblent être des barrières importantes pour les populations pour accéder à l'eau. Le poids de l'insécurité sur l'accès à l'eau semble plus important dans la région de Tahoua où dans 20% des localités évaluées, les IC ont rapporté qu'au cours du dernier mois, certaines personnes n'ont pas pu atteindre leur point d'eau de préférence parce qu'elles craignaient pour leur sécurité (contre 2% pour la région de Tillabéri). Le manque de ressources constitue également un frein d'accès aux sources d'eau améliorées²⁵. Pour les localités qui ont des pompes à motricité humaine (PMH) et des systèmes de recouvrement des frais, l'eau vendue est souvent chère et tous les membres de la localité ne peuvent pas se procurer l'eau qui provient de ces sources⁶.

Accès aux latrines

Les IC ont rapporté que dans 80% des localités évaluées la majorité de la population n'utilisait pas de latrines. Cette proportion est plus élevée (d'au moins 90%) dans les localités évaluées des départements de Bankilare, d'Abala, de Torodi, d'Ouallam et d'Ayerou. Parmi les localités où la majorité de la population n'utilisait pas des latrines, les principales raisons selon les IC sont qu'il n'y a aucune latrine (58%), ou pas assez pour tout le monde (28%) et pour raisons culturelles (5%). La défécation à l'air libre, encore souvent pratiquée dans les zones évaluées⁶, augmente le risque de contamination de l'eau et de maladies à origine hydrique.

Evolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Tillabéri où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines au cours du mois précédent :



Hygiène

L'application des bonnes pratiques d'hygiène semble très limitée dans les localités évaluées, ce qui pourrait accroître les risques sanitaires. Dans la région de Tahoua, les IC de 23% des localités évaluées ont rapporté que la majorité de la population se lavait les mains avec du savon ou de la cendre. Dans la région de Tillabéri, selon les IC, la majorité de la population se lavait les mains avec du savon ou de la cendre dans moins de 5% des localités évaluées dans les départements de Banibangou, Bankilare, Torodi, Tillabéri, Filingue et Say.

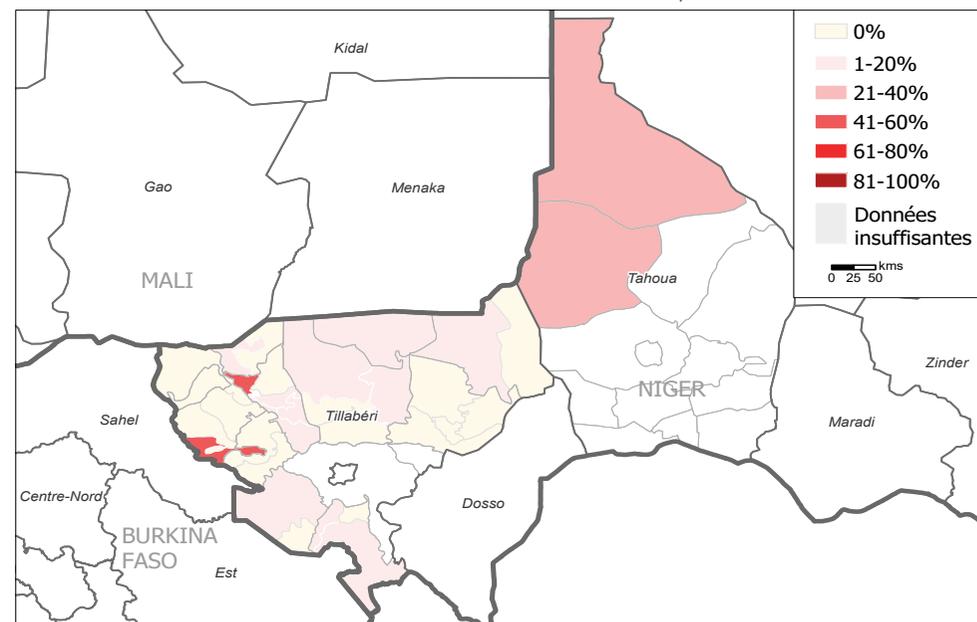
Santé et nutrition

Des difficultés semblent exister pour accéder aux services de santé, particulièrement dans la région de Tahoua. Des problématiques structurelles, mais aussi liées à l'insécurité semblent expliquer le manque d'accès aux services de santé²⁷. Parmi les 9% de localités où les IC ont rapporté l'indisponibilité de services de santé fonctionnels, la principale cause rapportée par les IC est qu'il n'y avait jamais eu d'infrastructures de santé à proximité et en seconde position, les considérations sécuritaires. Aussi, selon les IC, la majorité de la population avait accès à des programmes nutritionnels dans 59% des localités évaluées. Toutefois, les services curatifs semblent plus accessibles que les services de prévention de la malnutrition, particulièrement dans la région de Tahoua.

Accès à des services de santé

Dans la région de Tahoua, les IC ont rapporté que dans 31% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels, à distance de marche (contre 7% dans la région de Tillabéri). La faible couverture sanitaire dans la bande frontalière des départements de Tillia et Tassara complique les conditions d'accès aux soins des populations²⁸. La distance pour accéder aux services de santé semble aussi être un frein dans certains départements. Parmi les localités évaluées où les IC ont rapporté que des services de santé fonctionnels étaient accessibles, les services de santé étaient situés à plus d'une heure de marche dans 17% de ces localités, avec de plus fortes proportions dans les départements d'Ayerou, Banibangou, Bankilare et Ouallam.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours du mois précédent :



²⁵ La pratique des activités génératrices de revenus a été réduite avec la restriction des moyens de transports et de l'insécurité. Les moyens de subsistance sont également perturbés par les vols et des extorsions de bétails, qui semblent être des pratiques courantes par des groupes armés dans certaines localités. (Source : groupes de discussion janvier 2020).

²⁶ Les forages, mini AEP, bornes fontaines, robinets et puits protégés sont considérés comme des points d'eau améliorés, définis comme les points d'eau ayant le potentiel de fournir une eau propre à la consommation du fait de leur conception ou construction (définition élaborée à partir du [site washdata.org](http://site.washdata.org)).

²⁷ Danish Refugee Council, Rapport d'évaluation multisectorielle RRM Site Ayerou, Février 2020.

²⁸ ACTED, Rapport d'évaluation multisectorielle RRM Ayerou, Mars 2020.

²⁷ Plusieurs formations sanitaires de la région demeurent toujours fermées dans les départements d'Ayerou, Banibangou, Bankilare, Filingue, Ouallam, Téra et Tillabéri du fait de l'insécurité ou du manque d'agents. (Source : OCHA, Rapport mensuel Tillabéri, Mars 2020).

Evolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Tillabéri - par principale raison de l'accès limité aux services de santé au cours du mois précédent selon les IC :

	Février	Mars
Jamais eu d'infrastructures de santé à proximité	48%	43%
Fermeture des infrastructures à cause de l'insécurité	19%	19%
Pas de médicaments disponibles	3%	14%

L'accès restreint aux services de santé est le résultat à la fois de faiblesses structurelles et de problématiques liées à l'insécurité. En effet, parmi les localités dans lesquelles les IC ont rapporté l'indisponibilité de services de santé fonctionnels, le manque d'infrastructures de santé à proximité était la raison principale selon les IC pour 82% des localités évaluées à Tahoua et 43% des localités évaluées à Tillabéri. Les considérations sécuritaires sont en seconde position, rapportées par les IC dans 16% des localités évaluées. L'indisponibilité des médicaments a également été citée, dans 14% des localités évaluées de la région de Tillabéri. De plus, selon les IC, il existe peu de dispositifs d'urgence permettant la prise en charge de malades critiques. L'accès limité aux services de santé peut amener les populations à pratiquer davantage l'automédication voire à ne pas se soigner du tout⁶.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté l'existence d'un dispositif de prise en charge des malades critiques :

Tillabéri	43%	
Tahoua	29%	

Problèmes de santé

Les principaux problèmes de santé communs aux deux régions sont le paludisme dans 60% des localités évaluées

et la fièvre dans 4% des localités évaluées selon les IC. Le paludisme sévit de façon endémique et reste le premier motif de consultations dans les structures de santé²⁹. Les problèmes respiratoires ont été rapportés comme un problème majeur par les IC dans 25% des localités évaluées de la région de Tillabéri, avec de plus fortes proportions dans les départements d'Abala, de Bankilare et de Filingue. La malnutrition a aussi été rapportée par les IC, dans le département de Tassara (région de Tahoua), et pourrait être corrélé à la faible présence de services de prévention de la malnutrition à base communautaire.

3 principaux problèmes de santé les plus rapportés par les IC, par proportion de localités évaluées en mars :

	Tillabéri	Tahoua
Paludisme	58%	77%
Problèmes respiratoires	25%	11%
Fièvre	4%	3%

Nutrition

Selon les IC, la population n'avait pas accès à des programmes nutritionnels accessibles à distance de marche dans 38% des localités évaluées, et cette proportion est plus élevée dans les départements de Tillia, Filingue, Say et Ayerou. Aussi, parmi les localités où les IC ont rapporté la présence de programmes nutritionnels, les services curatifs semblent plus accessibles que les services de prévention de la malnutrition. Selon les IC, les principaux services disponibles sont la prise en charge de la malnutrition des enfants (modérée dans 80% et sévère dans 54% des localités évaluées) et des mères allaitantes (modérée dans 47% et sévère dans 35% des localités évaluées). En revanche, dans les localités de Tillia et Tassara, les IC ont rapporté que toutes les localités évaluées ont ni relais communautaires dans le village qui fournissent des conseils/du soutien sur l'alimentation

du nourrisson et du jeune enfant, ni groupe de soutien pour les femmes enceintes et les mères allaitantes.

Décès

Pourcentage de localités évaluées en mars dans lesquelles les IC ont rapporté une hausse du nombre de décès au cours du mois précédent :

Tillabéri	24%	
Tahoua	3%	

Cette proportion est plus élevée dans les localités des départements de Torodi, Tera et Say. Le paludisme et la fièvre ont été rapportés par les IC dans 89% des localités évaluées comme causes principales d'augmentation des décès.

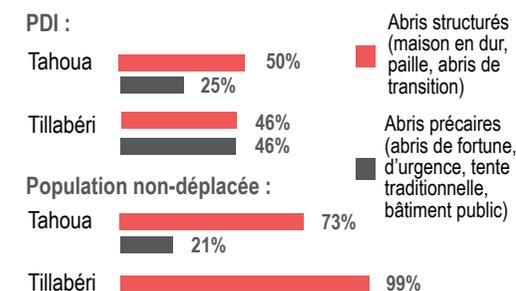
Abris et bien non alimentaires

Selon les IC, par rapport à la population non-déplacée et les réfugiés, les PDI des localités évaluées sont les plus vulnérables en matière d'abris. Dans 47% des localités évaluées les IC ont rapporté que les PDI résidaient dans des abris précaires³⁰. Cette précarité augmente les risques sanitaires ainsi que les risques d'incidents de protection, notamment pour les plus vulnérables. Les principales causes de destruction d'abris rapportées par les IC pour l'ensemble de la population sont les intempéries et inondations (cité dans 67% des localités évaluées où des destructions d'abris ont été rapportées). Des destructions causées par des incendies et des attaques ont également été rapportées dans la région de Tillabéri. Selon les IC, l'indisponibilité des matériaux de construction concerne surtout le ciment, la tôle, la corde, les bâches en plastique et le bois, tandis ce que l'indisponibilité des biens non alimentaires (BNA) se porte sur les moustiquaires, les couvertures, les nattes, les seaux et le savon. Les facteurs qui semblent influencer la disponibilité de ces biens et matériaux sont les perturbations sur les marchés (notamment la fermeture de certains marchés) ainsi que le manque de moyens financiers des ménages⁷.

Types d'abris par groupe de population

Les PDI semblent davantage exposés à la précarité des abris que les populations non déplacées et les réfugiés. En effet selon les IC, les PDI résident dans des abris précaires dans respectivement 46% et 25% des localités évaluées de Tillabéri et de Tahoua. Les réfugiés résident eux majoritairement dans des abris de transition ou maisons en dur (dans 72% des localités évaluées selon les IC). Concernant les populations non-déplacées, les IC ont indiqué qu'elles résidaient dans la plupart des localités évaluées dans des abris structurés (99% à Tillabéri et 73% à Tahoua). La précarité des logements (qui ne sont pas en dur) rend les personnes qui y résident plus vulnérables aux aléas climatiques⁶. Les personnes sans abris ou résidant dans des abris précaires peuvent également être davantage exposées aux risques en matière de protection et de sécurité, notamment pour les groupes vulnérables (les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées etc.)³¹.

Proportion de localités évaluées en mars par type d'abri en fonction du groupe de population selon les IC :



Destruction d'abris

Des destruction d'abris ont été rapportées par les IC au premier trimestre 2020 principalement en début d'année (janvier et février), et majoritairement dans les départements de Torodi, Ayerou, Abala, Ouallam, Tera et Gotheye.

²⁸ UNHCR. Rapport annuel de monitoring de Protection Tahoua. Novembre 2019.

²⁹ OCHA. Aperçu des besoins humanitaires Niger 2020.

³⁰ Catégories considérées comme abris précaires: abri de fortune, abri d'urgence, bâtiment public et tente traditionnelle.

³¹ International Rescue Committee. Rapport d'évaluation multisectorielle RRM à Abala. Février 2020.

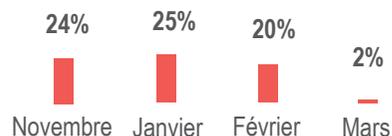
Suivi de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso

Aperçu de la situation : Niger - Régions de Tillabéri et de Tahoua

Mars 2020

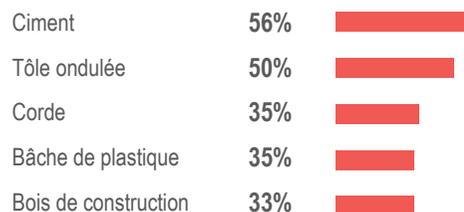
En mars, les IC ont rapporté des destructions d'abris au cours du dernier mois dans 32% des localités évaluées à Tassara. Dans 14% de ces localités, les IC ont rapporté que la moitié des abris ont été détruits. Les intempéries et inondations constituent le principal facteur de destruction des abris car rapportés par les IC dans 67% des localités évaluées où des destructions d'abris ont été rapportées. Au Niger, de nombreuses personnes sont touchées par les inondations chaque année, particulièrement à la fin de la saison des pluies²⁹. Les inondations ont souvent pour conséquences la destruction des infrastructures de base (puits, structures de santé, écoles, habitations etc.) des réserves en vivres, des cultures, du cheptel, etc²⁹. Deux autres causes de destruction d'abris ont également été rapportées par les IC en mars, les incendies dans les départements d'Ouallam, Tera et Tillabéri, et les conflits dans le département de Banibangou.

Evolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Tillabéri où les IC ont rapporté que des abris ont été détruits au cours du mois précédent :



D'après les IC, les principaux matériaux de construction indisponibles étaient le ciment, la tôle, la corde, les bâches et le bois de construction. Au premier trimestre 2020 dans la région de Tillabéri, d'après les informations fournies par les IC, l'indisponibilité de la plupart des matériaux de construction est en légère hausse et Banibangou semble être particulièrement touché par l'indisponibilité de matériaux de construction (tels que la tôle et le ciment). Des perturbations sur les marchés et les principales routes commerciales sont des facteurs qui pourraient expliquer le niveau d'indisponibilité de certains matériaux de construction³².

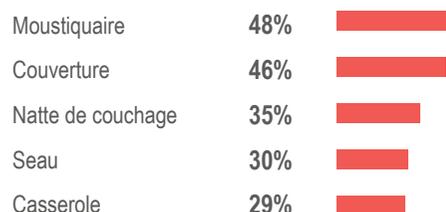
Les matériaux de construction les plus cités par les IC comme étant indisponibles pour la majorité de la population, par proportion de localités évaluées au cours du mois précédent :



Disponibilité des biens non alimentaires

Parmi les BNA indisponibles, les moustiquaires et les couvertures constituent les articles les moins disponibles selon les IC, car indisponibles dans respectivement 48% et 46% de localités évaluées. Selon les groupes de discussion réalisés, les populations manquent de certains BNA principalement par manque de moyens pour en acheter mais aussi à cause de l'accès limité aux marchés⁶. Les conséquences de l'accès restreint aux articles non alimentaires essentiels sont nombreuses, notamment en ce qui concerne la santé des populations et l'application des bonnes pratiques d'hygiène (telles que l'utilisation de bidons pour le transport de l'eau de boisson, de casseroles pour cuire les aliments, etc).

Les biens non alimentaires les plus cités par les IC comme étant indisponibles pour la majorité de la population, par proportion de localités évaluées au cours du mois précédent :



Protection

Les IC ont rapporté que dans 56% des localités évaluées il existait un sentiment d'insécurité qui pourrait être le corollaire des incidents sécuritaires dans la zone. En effet, au premier trimestre 2020, 129 incidents de protection ont été répertoriés dans la région Tillabéri et 62 à Tahoua³³, ce qui pourrait affecter le sentiment d'insécurité des populations. Par ailleurs, la violence par les groupes armés constitue la principale crainte des femmes, hommes et garçons tandis ce que mariage forcé a été rapporté par les IC comme la principale préoccupation des filles. L'insécurité, principalement à l'origine des déplacements, impacte aussi l'accès aux terres cultivables et l'accès aux services de base tels que l'eau, l'éducation et la santé.

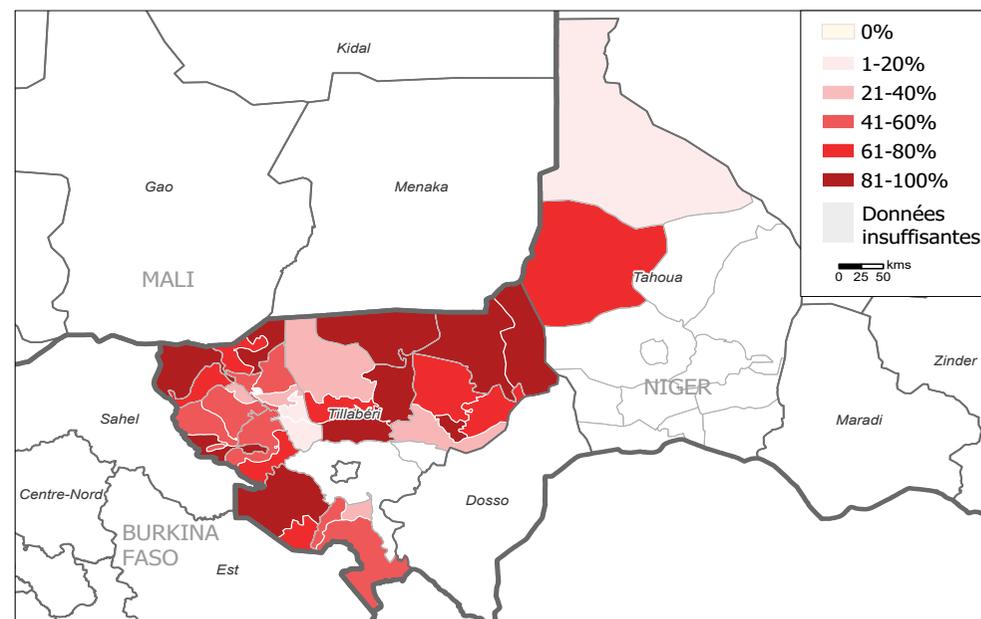
Insécurité

Les IC ont rapporté que dans 59% des localités évaluées à Tillabéri, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité avec une forte proportion dans les départements d'Abala, d'Ayerou, de Banibangou et de Torodi. Dans la région de Tahoua, cette proportion est de 29% et concerne en particulier le département de Tillia.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours du mois précédent :



Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité au cours du mois précédent :



³² La cartographie des marchés dans le Liptako-Gourma du mois de février 2020 partagé par Few's net rapporte un niveau minimal voire pas d'activité à Banibangou, et des perturbations importantes ainsi qu'une activité limitée dans les départements frontaliers du Mali notamment dans les départements d'Abala, d'Ayerou, de Bankilare, de Tillia et de Tassara. (Source : Few's net, Food Security Outlook, Février 2020).

³³ UNHCR, Incident protection Tillabéri Tahoua, Janvier-mars 2020.

Proportion de localités évaluées en mars pour lesquelles les IC ont rapporté des incidents sécuritaires durant lesquels un ou plusieurs civils ont été tués ou gravement blessés au cours du mois précédent :



Les IC ont rapporté que 17% des localités évaluées ont connu des incidents sécuritaires (civils tués ou gravement blessés) particulièrement à Torodi (38%), Tera (37%) et Say (29%). Ces localités se situent à proximité de la frontière avec le Burkina Faso et selon le HCR, les types d'incidents les plus rapportés dans cette zone sont les enlèvements et assassinats¹¹.

Evolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Tillabéri où les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés au cours du mois précédent :



Les IC ont rapporté des incidents de pillage dans 5% de localités évaluées, notamment à Ayerou (30%) et Banibangou (17%). Au cours du trimestre, Ayerou et Banibangou sont chaque mois les départements qui comptent la proportion la plus élevée de localités évaluées où les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des maisons ont été pillées. Selon le HCR, la région de Tillabéri est effectivement affectée par les pillages des greniers et banques céréaliers¹¹. Les données des MSA indiquent également des pillages de boutiques^{31,34}.

Préoccupations en lien avec la protection

La principale préoccupation en lien avec la protection des femmes, hommes et garçons est la violence par un groupe

armé (dans respectivement 48%, 47% et 24% des localités évaluées). Pour les filles, le mariage précoce/forcé a été rapporté par les IC comme principale préoccupation dans 23% des localités évaluées. Cet événement pourrait parfois être à l'origine de cas de violence basée sur le genre (VBG). Les participants des groupes de discussions menés durant cette enquête rapportent que la torture, les viols et les assassinats (menaces et avérés) sont les principales craintes de violence des femmes et des filles. En revanche, pour les garçons et les hommes, ce sont surtout la torture et les assassinats⁶. Enfin, la relation entre les déplacés et la communauté locale a été rapportée par les IC comme majoritairement bonne dans 63% des localités évaluées. Néanmoins, il existe des difficultés de coexistence entre les communautés, dont les relations semblent parfois manipulées par les GANE¹¹.

Education

Dans 15% des localités évaluées de Tillabéri et 29% des localités évaluées de Tahoua, les IC ont rapporté que la majorité de la population en âge d'être scolarisée³⁵ n'avait pas accès à des services d'éducation fonctionnels, à distance de marche. Les contraintes d'accès à l'éducation semblent principalement résulter des faiblesses structurelles (davantage rapportées dans la région de Tahoua) et de l'insécurité (davantage rapportée dans la région de Tillabéri). De plus, les récentes mesures gouvernementales adoptées en mars pour lutter contre la propagation de la maladie coronavirus de 2019 (COVID-19), qui ont entraîné la fermeture de tous les établissements scolaires, impactent l'accès à l'éducation, qui était déjà restreint dans certaines zones¹⁵. Enfin, l'accès à l'éducation des filles et des garçons ne semble pas entravé par les mêmes barrières. Le mariage précoce/forcé et les tâches domestiques sont les principaux freins d'accès à l'éducation pour les filles, tandis que les garçons semblent plutôt sollicités pour le travail à effectuer en dehors de la maison.

Accès à l'éducation

Selon les informations fournies par les IC, l'accès aux services éducatifs semble plus difficile dans les départements de Banibangou et Ayerou où la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs dans plus de la moitié des localités évaluées.

Dans la région de Tillabéri, dans les localités où la population avait des difficultés d'accès à l'éducation, les considérations sécuritaires en constituent la principale cause selon les IC (dans 78% des localités évaluées). Une recrudescence des attaques contre les écoles de la région de Tillabéri a été signalée en janvier 2020 et semble avoir de lourdes conséquences sur la scolarisation des enfants³⁵. Les enseignants seraient désormais ciblés par des GANE faisant l'objet de menaces multiples, ce qui a conduit nombre d'entre eux à quitter leur lieu d'affectation pour limiter les risques³⁶. A Tahoua, ce sont les faiblesses structurelles qui sont pointées avec le fait qu'il n'y ait jamais eu d'infrastructures scolaires à proximité dans 90% des localités évaluées. Le fait que les enfants soient exposés à des risques sur le chemin qui mène à l'école est aussi rapporté dans 11% des localités évaluées de Tahoua. Des difficultés pour la scolarisation des enfants déplacés sont aussi soulignées⁹, compte tenu de la faible capacité d'accueil des écoles surtout quand la population en âge d'être scolarisée augmente soudainement avec l'arrivée de déplacés.

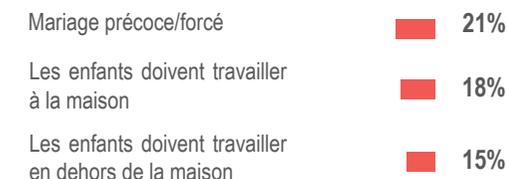
Evolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Tillabéri - par principale raison de l'accès limité aux services éducatifs au cours du mois précédent selon les IC :

	Février	Mars
<i>Les enseignants ont arrêté de travailler ou ont été déplacés</i>	65%	85%
<i>Les infrastructures ont été détruites durant une attaque</i>	5%	4%
<i>Jamais eu d'infrastructures scolaires à proximité</i>	5%	2%

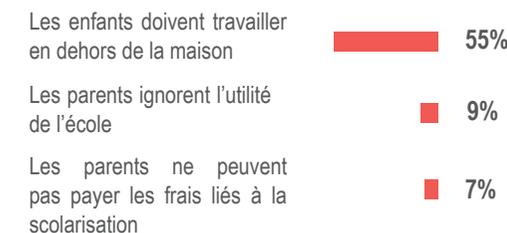
Scolarisation des filles et des garçons

Selon les IC, dans 46% des localités évaluées, la moitié des filles ou plus n'étaient pas scolarisées au cours du mois précédent (contre 39% pour les garçons). Ces proportions sont plus élevées dans les départements de Banibangou et d'Ayerou. En plus des disparités géographiques, des différences sont observées entre les filles et les garçons quant aux barrières d'accès à l'éducation. La non-scolarisation des filles semble s'expliquer par les mariages précoces/forcés (souvent à l'origine de la déscolarisation des jeunes filles³⁷), mais aussi par la répartition des tâches domestiques, les jeunes filles servant souvent de main d'oeuvre pour les tâches ménagères (une occupation valorisée pour les femmes)³⁷. En revanche, l'accès à l'éducation des garçons semble plutôt entravé par le travail à effectuer en dehors de la maison.

3 principales raisons de la non scolarisation des filles selon les IC³⁸ :



3 principales raisons de la non scolarisation des garçons selon les IC³⁸ :



³⁴ Danish Refugee Council, Rapport d'évaluation multisectorielle RRM à Ayerou, Janvier 2020.

³⁵ La population en âge d'être scolarisée est définie par les enfants de 6-17 ans.

³⁶ Fin janvier, 354 écoles ont été fermées au Niger pour des raisons de sécurité dont 331 dans la région de Tillabéri (Source : UNICEF, Humanitarian Situation Report, Janvier 2020)

³⁷ Agence Française de Développement, Profil Genre Niger, Novembre 2016.

³⁸ Question posée dans les localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la totalité du groupe de population ne suivait pas les cours au cours du mois précédant la collecte

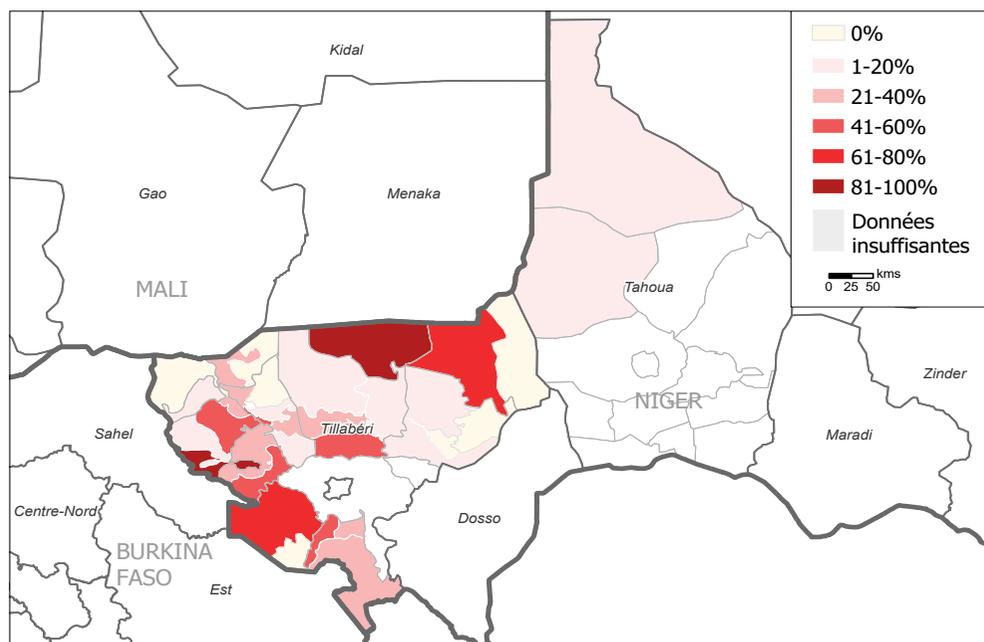
Communication

Les IC ont rapporté dans 31% de localités évaluées que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à l'information sur l'assistance humanitaire disponible. La couverture limitée du réseau mobile et l'absence de réseau ainsi que la couverture limitée du réseau électrique semblent être des barrières importantes à l'accès à l'information. La communauté et l'entourage proche semblent privilégiés pour le partage d'information. Dans des zones où l'accès humanitaire est déjà très limité à cause de l'insécurité, le rôle des principaux pourvoyeurs d'information a d'autant plus d'importance pour pouvoir communiquer sur l'assistance humanitaire.

Accès à l'information sur l'assistance

Selon les IC, la couverture limitée ou l'absence du réseau téléphonique constituent les principales causes des difficultés d'accès à l'information (dans 34% et 29% des localités évaluées de Tahoua et de Tillabéri). Cette barrière est d'autant plus importante sachant que le téléphone constitue une source privilégiée de communication pour les populations. La radio est également une source majeure d'information à Tillabéri selon les IC tandis ce qu'à Tahoua, les conversations en personnes ont été rapportées comme source d'information par une plus grande proportion d'IC. La faiblesse de la couverture en électricité, rapportée par les IC pour 11% des localités évaluées de Tahoua peut contribuer à entraver l'accès à l'information.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés d'accès à l'information sur l'assistance humanitaire disponible au cours du mois précédent :



³⁹ Aucune signifie que la localité ne reçoit aucune nouvelle

⁴⁰ UNICEF. Humanitarian Situation Report. Janvier 2020.

Principales sources d'information et pourvoyeurs d'information

Principale source d'information générale selon les IC, au cours du mois précédant la collecte de données dans les localités évaluées :

Tillabéri		Tahoua	
Radio	48%	Appels téléphoniques	63%
Appels téléphoniques	29%	Conversation en personne	11%
Conversation en personne	6%	Aucune ³⁹	6%

Principaux pourvoyeurs d'information selon les IC, au cours du mois précédant la collecte de données dans les localités évaluées :

Tillabéri		Tahoua	
Chefs communautaires	53%	Amis/famille	23%
Amis/famille	37%	Chauffeurs (transports)	23%
Autorités locales	1%	Chefs communautaires	14%

Redevabilité

La situation humanitaire dans les régions de Tillabéri et Tahoua a été considérablement fragilisée au cours du premier trimestre 2020, en grande partie à cause de l'activisme des GANE, principalement sur la bande frontalière avec le Mali¹¹. L'accès humanitaire continue d'être une contrainte majeure, en raison du contexte sécuritaire et des restrictions gouvernementales, notamment l'imposition d'escortes armées dans certaines zones⁴⁰.

Les IC ont indiqué que la majorité de la population a surtout besoin d'une assistance en sécurité alimentaire dans une majorité de localités évaluées (65%), mais également d'une assistance en santé (38%), en moyens de subsistance (26%) et en EHA (32%). Alors que les régions de Tillabéri et Tahoua sont confrontées à des défis structurels liés à la désertification et au manque de services et d'infrastructures de base, entraînant des besoins en nourriture, en santé et en nutrition, les besoins humanitaires semblent avoir été aggravés par la flambée de violence fin 2019 et début 2020, et les mouvements de population qui en résultent. Pendant le déplacement, les populations perdent souvent leurs moyens de subsistance, ce qui limite leurs ressources pour accéder à la nourriture et aux services de base. Les déplacements s'effectuent souvent en plusieurs vagues⁹, pouvant ainsi complexifier la délivrance de l'assistance humanitaire d'urgence. Des difficultés sont également soulignées par la communauté humanitaire pour fournir une assistance d'urgence à l'ensemble des déplacés lorsqu'une partie d'entre eux se trouve encore dans des zones inaccessibles¹⁵. De plus, face au risque de propagation du COVID-19, des mesures gouvernementales ont été prises (couvre-feu, restrictions de déplacements et de rassemblements), et risquent également d'impacter les activités humanitaires¹⁵.

Informations complémentaires

Les autres produits récents de REACH sur le suivi de la situation humanitaire au Niger sont disponibles via ces liens :

- REACH. Factsheet. [Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois frontières. Région de Tillabéri](#). Mars 2020
- REACH. Factsheet. [Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Région de Tahoua](#). Mars 2020
- REACH. Factsheet. [Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Région de Tillabéri](#). Février 2020
- REACH. Factsheet. [Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Région de Tillabéri](#). Janvier 2020